

**Titre : Plaidoyer en faveur du renforcement de la nutrition au Niger.
Programme triennal**

Présentation de la plate forme :

Dans le cadre de la poursuite de l'initiative SUN, et suite à la réunion du 13 et 14 juin 2011 à Washington D.C., les organisations de la société civile au Niger se sont réunies du 13 et 14 août 2011 à Niamey en vue de mettre en place une plate forme de la société civile pour le renforcement de la nutrition. 18 organisations étaient présentes :

1. ONG ALIMA
2. PLAN NIGER
3. IRD-US
4. SAVE THE CHILDREN
5. CAPAN
6. GED Gao
7. ONG HADINKAÏ
8. ONG FORSANI
9. ONG BEFEN
10. MDM
11. ALTERNATIVE CITOYEN
12. MSF BELGE
13. MSF Intersection
14. CARE
15. CROIX ROUGE NIGER
16. CONSORTIUM
17. CONCERN
18. COUNTERPART

Les représentants de ces 18 organisations ont débattu de l'initiative SUN au Niger et de la mise en place d'une plate forme au niveau national. Vu le délai imparti pour répondre à l'appel à proposition (note conceptuelle), les OSC se sont entendues pour désigner un « lead », l'ONG Forum Santé Niger (FORSANI), qui est une ONG nigérienne créée en 2004 et reconnue par arrêté N°438/MI/D/DGAPJ/DLP du 22 octobre 2004*.

Lieu : Niger

Durée : trois (3) ans.

I-Contexte et justification :

Au cours de ces dix (10) dernières années, le Niger a été durement confronté à une succession de crises alimentaires, dont les plus graves sont celles de 2005 et 2010, qui ont

concerné respectivement environ 3,6 millions et 8 millions de personnes. Ces crises sont la traduction des causes conjoncturelles et structurelles avec pour conséquence une aggravation de la malnutrition maternelle et infantile.

Selon l'enquête sur la situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois, réalisée en juin 2011 par l'Institut National des Statistiques (INS), « le taux de malnutrition chronique global observé sur l'ensemble du territoire est de 51% ». Ce taux est supérieur à celui enregistré en juin 2010 (48%), en pleine crise alimentaire et pastorale.

Cette situation s'explique en grande partie par la récurrence des crises alimentaires et la persistance d'un seuil élevé de pauvreté au sein de la population nigérienne ; mais, plusieurs études indiquent que les réformes économiques initiées dans les années 90 par le gouvernement dans le cadre du Programme d'Ajustement structurel (P.A.S) ont également contribué à aggraver la situation nutritionnelle des femmes et des enfants. La plupart de ces réformes se sont traduites par une réduction drastique des investissements publics dans les secteurs sociaux de base au Niger à l'instar des autres pays concernés ** : agriculture, éducation, santé, l'eau et assainissement.

Dans l'ensemble, les résultats de ces réformes ont été un échec*** désastreux pour les ménages, particulièrement pour les femmes et les enfants****; et la persistance des pratiques traditionnelles néfastes fondées sur des interdits alimentaires, qui est liée à l'ignorance d'une large frange de la population quant aux conséquences de la malnutrition, n'a pas permis d'inverser la tendance à l'aggravation de la situation nutritionnelle observée au cours de ces dernières années.

Cependant, il importe de souligner que la dégradation continue de la situation nutritionnelle est révélatrice avant tout d'un déficit de prise de conscience et de volonté politique.

Bien qu'ayant ratifié la plupart des instruments juridiques internationaux et régionaux relatifs au droit à l'alimentation, l'État du Niger ne consacre que très peu d'efforts sur le plan budgétaire pour juguler le problème crucial de la faim et de la malnutrition ; et jusqu'en 2010, la situation nutritionnelle était même un sujet presque tabou, malgré la proportion importante de la population affectée par ce problème

Heureusement, depuis le dernier changement politique intervenu dans le pays suite aux élections de 2011, le Niger s'investit de plus en plus dans la recherche des solutions aux situations alimentaires et nutritionnelles et ceci s'est traduit déjà par des actes concrets***** ;

Dans la même lancée, le Niger a souscrit au SUN et au REACH ce qui donne plus d'espoir en matière de nutrition dans le pays. Ces efforts doivent être soutenus par tous les acteurs pour donner plus de chance au renforcement de la nutrition au Niger.

A travers la présente proposition, la Plate-forme de la société civile pour la nutrition se propose de s'attaquer à trois problèmes essentiels, dont la résolution aidera sans nul doute à renforcer la nutrition au Niger : (i) Une prise de conscience et une mobilisation populaires faibles autour de la problématique de la nutrition ; (ii) Un cadre stratégique consensuel multisectoriel de lutte contre la malnutrition non existant au niveau régional ; (iii) Un financement public national et international insuffisant et essentiellement orienté sur la gestion des situations d'urgence.

Notre action consistera à : (i) mobiliser les communautés autour de la problématique de la nutrition ; (ii) plaider pour la mise en place d'un cadre formel multisectoriel pour la

nutrition au niveau régional; (iii) plaider pour un financement public national et international suffisant et orienté sur les activités de nutrition.

L'approche préconisée dans le cadre de la présente proposition consiste d'une part à organiser la réponse globale des OSC en matière de nutrition au Niger, afin de susciter une mobilisation populaire. D'autre part, à mener une action de plaidoyer envers l'Etat et les bailleurs de fond pour plus d'effort pour la nutrition.

Actuellement, les OSC SUN sont en contact permanent avec le point focal SUN du gouvernement et le partenaire technique facilitateur (bailleur de fond : Union Européenne) dans le cadre de la réflexion de la mise en place du mouvement SUN au Niger. Entre autres rencontres déjà faite : Réunions d'échange sur le draft de la concept note des OSC SUN ; conférence sur le SUN à l'occasion de la visite de Dr David Nabarro au Niger au mois de mars 2012, participation à l'élaboration du plan d'investissement prioritaire pour l'alimentation et la nutrition au Niger.

** <http://ema.revues.org/index1262.html>

*** <http://www.cetri.be/spip.php?article420>

**** <http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=265>

**** stratégie nationale de nutrition lancée par le Président de la République

II-Description du projet

2.1. Objectifs du projet

2.1.1. Objectif global

L'objectif global du projet est de contribuer à réduire l'incidence de toutes formes de de malnutrition maternelle et infantile d'ici 2015 au Niger.

➤ Problème 1 : Une prise de conscience et une mobilisation populaires faibles autour de la problématique de la nutrition

➤ Résultat 1: Une plateforme des OSC Niger pour aider une mobilisation forte et inclusive de la société civile autour des problématiques de nutrition est crée courant l'année 2013

➤ Indicateurs :

a) Reconnaissance légale de la plate forme des OSC SUN au Niger

Source de vérification : Journal officiel (JO) de la République du Niger, secrétariat de la plate forme, Rapports d'activités de la plate forme, liste de présence aux rencontres

b) Nombre de structure adhérente à la plate forme OSC SUN

Source de vérification : secrétariat de la plate forme

c) proportion des engagements pris et réalisés par les structures formées au cours des ateliers et séminaires

➤ Actions

1 : Travail sur la reconnaissance, la définition de la vision, de la mission, des objectifs, de l'organisation et du plan d'action de la plate forme.

2 : Organisation d'ateliers réunissant tous les acteurs clés œuvrant directement ou indirectement dans les secteurs connexes à la nutrition.

3 : Renforcement des capacités des OSC membres de la plate forme : Cette plate forme identifiera les besoins en renforcement de capacité des structures membres par la réalisation d'un diagnostic de capacité des organisations membres (enquête). Ce renforcement se fera via des ateliers de formation, d'échanges de savoirs et de savoir-faire, capitalisation des expériences

➤ Problème 2 : Un cadre stratégique consensuel multisectoriel de lutte contre la malnutrition non existant au niveau régional

➤ Résultat 2 : Existence au niveau régional d'un cadre multisectoriel et définition des engagements précis dédiés à la nutrition pour les décideurs et les bailleurs des fonds;

➤ Indicateurs :

- La problématique de la nutrition est devenue un sujet de préoccupation régulièrement évoqué dans les débats publics par un large éventail d'acteurs sociaux ;

Source de vérification : les articles de presse par rapport à base line, les rapports d'activités des OSC ;

Nombre de communication faite par la plate forme

Source de vérification : rapport d'activité

Part du financement national et international dans la nutrition

Source de vérification : documents budgétaires, Journal Officiel (JO), Rapports des bailleurs de fonds

Une stratégie guide d'actions-plaidoyer pour accroître la prise de conscience des populations et l'engagement des décideurs (bailleurs de fonds, gouvernements, secteurs privés...) sur la problématique de la nutrition est développée;

➤ Actions :

1 : Organisation d'un atelier pour définir les actions et messages de plaidoyer et le développement du document guide

2 : Recrutement d'un consultant pour travailler sur le document guide/message de plaidoyer

3 : Production et diffusion du document guide aux médias, OSC (organisations de femme, des paysans etc...) et institution

4 : Réaliser des débats et diffuser des spots radiotélévisés et dans les journaux de mobilisation du publique à partir de témoignages des communautés et des OSC

➤ **Problème 3 :** Un financement public national et international insuffisant et essentiellement orienté sur la gestion des situations d'urgence.

➤ **Résultat 3 :** La société civile est impliquée dans l'évaluation et la surveillance des engagements des pouvoirs publics nigériens et des donateurs internationaux en faveur d'un accroissement des ressources financières allouées à la nutrition ;

➤ **Indicateurs**

Part du financement national et international dans la lutte contre la malnutrition

➤ **Actions**

1 : Mise en place et fonctionnement des commissions de surveillance de la société civile sur les engagements de l'Etat et des donateurs internationaux dans la lutte contre la malnutrition

2 : Réaliser une analyse budgétaire sectorielle par an sur le financement de la nutrition au Niger

Cette activité consiste à réaliser une étude sur le financement de la nutrition couvrant une période allant de 2000 à 2010. L'étude sera réalisée par un groupe de travail sous la direction de deux consultants recrutés à cet effet. De façon spécifique, il s'agit de (i) faire un état des lieux du financement public (interne, externe et éventuellement la contribution des ménages) de la nutrition pour évaluer leur volume et leur progression dans le temps ; (ii) d'apprécier la prise en compte de l'équité dans l'allocation des ressources (prévention, prise en charge, milieu rural, milieu urbain, sédentaire ou nomade...etc) ; et (iii) aborder la suffisance pour évaluer si les ressources allouées peuvent ou non permettre d'obtenir la satisfaction des besoins exprimés...etc. L'objectif principal de l'étude est de collecter des données précises sur le financement de la nutrition afin qu'elles servent de base pour le plaidoyer.

3 : organiser des échanges au niveau, international, national, régional et départemental entre les différentes parties prenantes au mouvement SUN dans un cadre multisectoriel.

➤ Problème 4 : insuffisance de recherche action pour la mise à l'échelle de la nutrition dans un cadre multisectoriel.

➤ **Résultat 4** : La recherche action en tenant compte de la multi-sectorialité pour la mise à l'échelle de la nutrition, a été renforcée par la plateforme des OSC pour le SUN par la promotion d'une meilleure coordination des priorités qui tient compte des lacunes en données scientifiques et opérationnelles.

Ces résultats seraient utilisés comme base d'argumentation pour convaincre les décideurs et la communauté de l'existence et de la faisabilité des stratégies simples : technique de communication appropriée (atelier de partage, diffusion à travers les médias...)

➤ Indicateurs :

Nombre de recherche-action et impact factor réalisés

Source de vérification : Littérature scientifique, rapports internes

Financements à la nutrition

➤ Activités

1 : Définition d'une liste des thématiques prioritaires concernant les recherches-actions sur nutrition au Niger

2 : Plaidoyer pour la réalisation d'une série d'études (épidémiologiques, sociologiques, économiques, anthropologiques, etc.) sur la problématique de la nutrition

3 : Création d'une base de documentation sur la problématique de la nutrition au Niger et les résultats prometteurs

III- Mise en œuvre du projet

La mise en œuvre du présent projet reposera sur un protocole d'accord signé par l'ensemble des organisations adhérant à la Plate-forme de la société civile pour le renforcement nutrition. Ce protocole d'accord va prévoir :

- Un comité de pilotage composé de deux (2) représentants par organisation membre du Consortium, qui se réunit une fois par trimestre pour, (i) définir les grandes orientations des actions à mener; (ii) examiner et approuver le plan d'action annuel des activités; (iii) examiner et approuver le plan opérationnel trimestriel des activités ; (iv) examiner et approuver le budget prévisionnel des activités; (v) examiner et approuver les termes de référence pour la fourniture des services; (vi) examiner et approuver les avis de recrutement du personnel technique; (vii) examiner et approuver les rapports narratifs et financiers des activités.

- Une coordination assurée par un présidium, dont le rôle est de (i) élaborer les termes de référence pour les activités et les avis de recrutement pour la mise en place d'une équipe de gestion à soumettre à l'appréciation du Comité de pilotage; (ii) élaborer un plan opérationnel trimestriel de mise en œuvre du programme national qui sera validé par le Comité de pilotage; (iii) superviser la mise en œuvre des activités par l'équipe de gestion du programme qui est sous sa responsabilité; (iv) initier des contacts avec des partenaires

intéressés à appuyer le programme en cours ou toute autre initiative associée; (v) assurer le rapportage périodique des activités aux membres de la Plate-forme et aux bailleurs de fonds; (vi) informer les parties prenantes au protocole et recueillir leur avis conforme sur toute initiative importante de nature à apporter un changement substantiel au programme initial.

-Une équipe technique placée sous la responsabilité du présidium, est composée d'un chargé de projets principal, d'un responsable de plaidoyer, d'un responsable de la communication.

IV- Suivi et évaluation

Le projet fera l'objet d'un audit financier externe une fois par an. Les résultats de cet audit seront présentés au Comité de pilotage pour approbation au cours d'une session spéciale et le rapport final sera transmis au bailleur de fonds.

Une évaluation interne est prévue également chaque année pour évaluer les progrès réalisés vers l'atteinte des résultats préconisés. Cet exercice sera conduit avec la participation de toutes les parties prenantes, notamment les membres de la plate-forme et les alliés stratégiques, sur la base des indicateurs définis ; et il sera l'occasion de corriger les insuffisances constatées en procédant à d'éventuels recadrages des actions. Le rapport de l'auto-évaluation sera partagé entre les membres et transmis au bailleur de fonds.

Enfin, il est prévu une évaluation externe du projet vers la fin de la 3^{ème} année ; cette évaluation sera confiée à une personne ressource sur la base des termes de référence adoptés par le comité de pilotage.